

## LE MOUVEMENT AUTONOME EN FRANCE

Extrait de la revue *Spartacus*, mars-avril 1978

### Quelques questions sur l'apparition des « groupes autonomes » sur la région parisienne.

Le texte qui suit a été rédigé à partir de diverses discussions avec des camarades sur l'autonomie, principalement au cours d'une réunion faite autour d'un film sur la grève de la Roca, le 3 décembre 1977 à Paris. Il s'agissait pour les camarades qui avaient organisé la réunion et ceux qui y étaient venus de réaliser entre eux un débat qu'il était devenu impossible d'avoir dans les A.G.G.A.P. (Assemblées Générales des Groupes Autonomes Parisiens) à Jussieu, sur la signification et les limites politiques du « mouvement des groupes autonomes » en France ...

Les « groupes autonomes » qui se sont développés ces derniers mois sur la région parisienne ont été, par la vitesse déconcertante et l'aspect souvent spectaculaire de leur apparition, rapidement un point de mire de l'actualité et un sujet de préoccupation et d'inquiétude autant pour le pouvoir que pour l'opposition parlementaire et les organisations gauchistes, les uns comme les autres directement visés par ce mouvement. Or, on peut constater l'incapacité totale autant d'un côté comme de l'autre à comprendre la signification d'un tel phénomène. En particulier, la facilité avec laquelle les organisations gauchistes ou néo-gauchistes, tel le journal *Libération*, assimilent le mouvement à des tendances fascisantes ou provocatrices (ce qui rappelle étrangement la façon du P.C. de traiter tout ce qui se trouve sur sa gauche) n'est qu'un indice supplémentaire de décomposition du gauchisme en France depuis 1968, et surtout depuis 1972. Qu'il crève ! répondent les autonomes qui semblent prêts à vouloir donner un coup décisif à ces groupes politiques avides de sièges à l'Assemblée Nationale, qui se réfugient maintenant dans une plateforme électorale commune. C'est donc bien avant tout sur un anti-gauchisme qui est devenu pour beaucoup viscéral, déclaré autant en paroles qu'en actes, que se retrouvent les autonomes : ras le bol des pratiques de noyautage systématique, ras le bol des manifs bien gentilles où il ne se passe rien, ras le bol du militantisme volontariste débile, prenons nos affaires en main nous-mêmes ! Mais enfin, il est clair que ces positions ne datent pas d'aujourd'hui, qu'on le retrouve dans un champ temporel et spatial plus vaste que celui des seuls « groupes autonomes » parisiens, même si elles ne sont encore défendue que par une très faible minorité : il suffit de signaler que sont apparus des dernières années des groupes libertaires dans différents lieux de production ou de service (P.T.T., Bâtiment, Sochaux, Saint-Nazaire, B.N.P., etc.) qui mènent un travail politique qui a au moins le mérite de créer un lieu de débat et de regroupement des luttes en dehors des appareils syndicaux, même si leur impact reste très limité et surtout important en période de lutte, ou si certains ont tendance à vouloir un peu prématurément se donner comme objectif prioritaire la création d'un organisme qui, de ce fait, présente le danger de devenir un peu un nouvel appareil syndical « de gauche », bien qu'il n'en porte pas le même nom. On peut aussi signaler l'existence d'une multitude de groupes autonomes de quartier ou de ville, répartis un peu sur tout le territoire, et regroupés généralement autour d'une librairie parallèle, d'une association d'entraide, d'une revue ou même d'un simple bouquin. Ou encore, certains groupes plus ou moins informels sur des quartiers qui se sont retrouvés autour d'une « pratique de rupture » commune en dehors de tout appareil partidaire ou syndical, telles les occupations de maisons actuellement assez répandues ou les timides apparitions d'autoréductions, comme à Toulouse.

L'apparition des groupes autonomes parisiens n'est donc pas un fait isolé, nouveau en soi, mais un élément particulier d'un mouvement plus général de rupture avec les pratiques léninistes bien érodées qu'on renvoie aux poubelles, même si c'en est l'élément le plus spectaculaire. Qu'y a-t-il donc de changé pour que ces groupes autonomes aient pu faire si soudainement leur apparition, révélant ainsi au grand jour une situation sous-jacente ? Il faut, pour répondre à cette question, se reporter à la manifestation contre la centrale nucléaire de Malville cet été (le 30 et 31 juillet 1977), qui a sans doute porté à son paroxysme la crise du gauchisme ou, du moins, qui en a marqué un tournant décisif : en appelant, en accord et collaboration totale avec les mouvements écologistes non-violents organisateurs, à une manifestation sur des mots d'ordre démagogiques et aberrants

qu'ils n'étaient pas capables d'assumer (à savoir manifestation non-violente sur le site interdit, avec l'objectif d'atteindre la centrale nucléaire), les organisations gauchistes étaient amenées à enfermer la manifestation dans leur schéma habituel : « provocateurs » devant, face aux flics, « bons manifestants » derrière, avec leurs services d'ordre pour assurer la séparation. Mais enfin, quoi de nouveau à ces pratiques bien connues qui consistent essentiellement à continuer de faire croire par des mots d'ordre démagogiques qu'ils continuent à être des révolutionnaires purs et durs afin de contrôler toute manifestation de rue, tout en refusant systématiquement l'affrontement violent avec le pouvoir pour ne surtout pas affoler la bourgeoisie, surtout en période électorale (sans doute, l'interdiction de la G.P. puis de la Ligue Communiste en 1972 ne sont pas non plus pour rien dans cette attitude générale). Il est donc bien clair que cette pratique des organisations gauchistes est connue depuis longtemps : il suffit de se rappeler les manifestations de lycéens en 1973, ou contre l'Espagne en 1975. Mais sans doute, pour la première fois à Malville, ces organisations se sont heurtées, face à une violence peu commune de la part du pouvoir, à une détermination aussi forte de la part des manifestants à aller jusqu'au bout de leur refus du nucléaire, de cet horrible monstre Super-Phénix, noyau central de l'électro-fascisme, comme s'il s'agissait d'une question de vie ou de mort. Ni l'interdiction de la préfecture, ni les deux jours vécus dans la pluie et la boue permanentes, ni la perspective de quelques coups échangés avec les flics n'étaient suffisants pour décourager les cinquante mille manifestants pour qui il n'était plus question de venir, comme les années précédentes au Larzac, passer un week-end de vacances sympa. Aussi, pour appliquer leur schéma habituel, les organisations gauchistes et écologistes ont dû avoir recours au grand jour à leurs pratiques anti-démocratiques de magouille et de démagogie : noyautage systématique des débats la veille de la manifestation pour empêcher que le problème de la violence soit posé ; magouille de dernière heure pour réunir les quatre manifestations en une seule afin d'éviter tout débordements et rendre le contrôle plus facile ; utilisation de tous les moyens (mégaphones, fausses informations sur ce qui se passait en tête de manifestation, cassages de gueule, opérations militaires de leurs services d'ordre) pour obliger les neuf-dixièmes de la manifestation qui ignoraient totalement ce qui se passait en tête à rentrer chez eux et laisser les « provocateurs » se démerder avec les flics.

Aussi, il n'a pas fallu longtemps pour que l'écoeurement général né d'une manifestation où l'Etat avait fait preuve d'une violence considérable, ne devienne rupture et haine contre les organisations gauchistes : l'incapacité de celles-ci à répondre à la manifestation de Malville et ses répercussions n'a été qu'un élément supplémentaire qui a servi à regrouper tous les mécontents. Ainsi sont nés les groupes autonomes anti-nucléaires, principalement sur la région parisienne.

Voici donc un élément important pour comprendre ce que sont les groupes autonomes, c'est-à-dire que la rupture avec le gauchisme a porté essentiellement sur les manifestations de rue : à la manifestation des organisations gauchistes canalisée par un service d'ordre militaire dans une simple balade où tout le monde défoule sa révolte momentanée en gueulant les mêmes slogans dictés par un mégaphone, les autonomes opposent des manifestations où chaque groupe de huit à dix personnes assure sa propre auto-défense (et c'est avant tout dans ce sens qu'ils parlent d'autonomie des groupes), avec des objectifs concrets (bombages, attaques de magasins, de garages, de banques, etc.). Ainsi, après Malville, les groupes autonomes interviennent essentiellement sur ce terrain de la manifestation de rue face aux gauchistes. Cependant, si cette forme de rupture peut présenter un intérêt certain de remise en cause d'une conception militariste de l'affrontement avec l'Etat, elle présente des inconvénients graves si elle en reste là.

D'une part, en manifestant avant tout pour se démarquer des gauchistes, les autonomes en viennent rapidement à limiter le milieu social par rapport auquel ils interviennent contre l'Etat aux seuls gauchistes. Comme le disait un camarade dans une discussion, ce qu'il y a de grave, c'est que finalement, en se limitant à cette seule remise en cause, les autonomes en viennent à reproduire ce que font les gauchistes en manifestant, même s'ils ont des méthodes radicalement différentes et si le degré d'affrontement avec l'Etat n'est pas le même : c'est-à-dire qu'ils ne manifestent que pour eux-mêmes ou pour les autres manifestants, ignorant totalement les luttes sociales dans le quartier ou la ville où ils interviennent. Un exemple caractéristique est l'intervention des autonomes dans le quatorzième arrondissement, au moment de l'expulsion des occupants de maisons par les flics, où la mise à sac par les autonomes du siège de l'organisme responsable du projet de rénovation du

quartier court-circuite complètement un projet d'habitants du quartier de pillage, redistribution et divulgation sur le quartier de tous les documents secrets de cet organisme d'Etat.

D'autre part, en se cristallisant totalement sur une méthode d'information, les autonomes en viennent souvent à accorder une importance plus limitée à leurs objectifs : ainsi lors de l'affaire de la R.A.F. en octobre, la lutte anti-nucléaire a été rapidement mise au rencart sans qu'il n'en soit plus jamais question dans les Assemblées Générales, à croire qu'ils sont à la recherche de prétextes, comme le disait une copine. Quoi d'étonnant alors, par exemple, que les groupes autonomes présents contre la répression internationale contre Klaus Croissant, ignorent totalement la répression quotidienne au moins aussi importante qui s'abat en ce moment sur les travailleurs immigrés ? On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais eu de débat politique réel au sein des groupes autonomes sur la signification et la portée politique du cassage de vitrines, attaques de locaux, etc., dans le contexte social et politique actuel, sans vouloir remettre en cause ce type d'intervention qui peut avoir effectivement un intérêt dans une situation donnée, on peut quand même réclamer qu'un débat ait lieu là-dessus.

Enfin, ce qui est plus grave, c'est que la remise en cause du gauchisme sur le seul terrain d'intervention qu'est la manifestation de rue, et plus précisément sur la façon de la réaliser, limite rapidement l'implantation des groupes autonomes à quelques groupes sociaux radicalisés qui trouvent leur compte dans ce seul moyen d'expression politique : ainsi, on retrouve actuellement dans les Assemblées Générales des groupes autonomes principalement des individus ou groupes qui limitent leur intervention politique à la manifestation de rue (dans un sens général), conçue comme un affrontement direct et spectaculaire contre l'Etat et le capital et comme le prolongement satisfaisant d'une pratique quotidienne d'appropriation qui reste généralement très individuelle (fauche dans les magasins ; utilisation gratuite des transports, etc.). Sans vouloir se limiter à des schémas trop catégoriques, on peut opposer ce genre de pratiques à des tentatives d'organisation, d'appropriation collective sur les quartiers (type squatt, réappropriation de l'espace, etc.), de luttes autonomes dans les boîtes, ou encore de création de lieux de débat en liaison avec les luttes sur les quartiers ou dans les boîtes. Ces deux types de pratiques, ces deux pôles de l'autonomie — comme l'a dit un camarade — sont en partie le reflet de deux couches sociales distinctes, à savoir d'une part les « sans garantie » (chômeurs, étudiants, travailleurs occasionnels qui essaient de trouver des réponses à leur refus du travail, mais là encore d'une manière qui reste très individuelle) et, d'autre part, les travailleurs salariés permanents. Il serait évidemment gravement simplificateur d'assimiler les deux pôles de l'autonomie aux deux groupes précédemment cités : si les « sans-garantie », sans « point de force » sur lequel jouer pour s'opposer au capital (contrairement aux salariés permanents qui peuvent jouer sur leur travail) ont tendance à se retrancher dans des pratiques d'appropriation en dehors de la sphère de production et qui sont souvent individuelles, ils sont souvent rejoints dans ce sens par toute une série de salariés permanents présents dans les Assemblées Générales actuelles qui ne voient pas de possibilité d'intervention dans leur travail, par leur fonction dans le procès de production (postes de responsabilité) ou par la prédominance de certains rapports (rapports paternalistes dans les petites boîtes). Inversement, beaucoup de chômeurs ou de travailleurs occasionnels, s'ils sont souvent contraints à des formes individuelles de refus du travail, ou simplement réduits à ne pas trouver de travail, se retrouvent dans le deuxième type de pratiques, dans les quartiers par exemple (squatt, création de lieux de débats, etc.). Nous pouvons même dire que, contrairement à ce qui se passe en Italie par exemple, toutes les luttes d'appropriation collectives en dehors de la sphère de production, sont menées par des « sans-garantie » et non par des groupes d'ouvriers ou autres salariés organisés dans les usines.

A ce stade le danger qui plane sur l'avenir des Assemblées Générales des groupes autonomes paraît clair : en s'en tenant à la seule organisation de manifestations d'affrontement direct contre l'Etat et le capital, l'Assemblée Générale finit par ne regrouper que les seuls groupes ou individus qui se retrouvent dans ce genre de pratiques. Ce n'est donc pas étonnant si, outre ceux qui sont organisés par groupes autonomes ayant une pratique commune et regroupés sur un quartier, sur une boîte ou simplement par affinités, l'Assemblée Générale se voit systématiquement confrontée à une série de provocateurs qui puent les indices et qui en appellent par des interventions systématiquement autoritaires, à l'action immédiate sans préparation, sans débat préalable et souvent sans perspective.

L'Assemblée Générale devient un lieu où aucun débat n'est possible, où la magouille et la manipulation sont de règle, et où les décisions sont toujours prises à la hâte à la dernière heure : on a réussi de justesse à se donner un rendez-vous pour la prochaine manifestation ; on est un peu écoeuré de la façon dont s'est déroulée la manifestation, mais on achètera *Libération* tous les jours pour repérer le prochain appel à une Assemblée Générale (venu de qui veut bien se donner la peine d'aller à *Libération* !). Au-delà d'un mode de fonctionnement complètement délirant des Assemblées Générales, on peut se poser la question de l'intérêt même de la réalisation d'Assemblées Générales de groupes autonomes au niveau d'une ville comme Paris : un débat est-il possible dans de telles Assemblées Générales regroupant deux cents à mille personnes, sans que des manipulations par une minorité soient parfaitement inévitables ? Il est indéniable d'un autre côté qu'une structure de regroupement permet d'être un pôle cristallisateur important de tous ceux qui cherchent à s'organiser dans les quartiers et dans les boîtes, et un lieu de circulation de l'information. Alors ne vaudrait-il pas mieux envisager comme le font certains camarades une coordination de tous les groupes autonomes (de quartier, de boîte ou simplement d'affinité) où seraient présents les seuls représentants révocables à tout moment, réservant à l'Assemblée Générale un seul caractère pour des interventions collectives immédiates, et donc plus exceptionnel. Encore faut-il que cette structure corresponde à un besoin réel, sans quoi elle ne deviendrait qu'un nouvel appareil.

Reste à savoir si d'autres perspectives peuvent se dessiner que la seule manifestation de rue, l'affrontement direct. Comme le disait un camarade, il y a dans chaque quartier, outre des patrons, des flics, des commerçants et autres parasites, des travailleurs qui vont travailler quarante heures par semaine à l'autre bout de l'agglomération parisienne, des jeunes qui refusent le travail, travaillent occasionnellement et fauchent par ailleurs pour satisfaire leurs besoins, des chômeurs, des travailleurs immigrés avec ou sans carte de travail, des femmes qui passent leurs journées à la maison, des lycéens en rupture avec l'école, des retraités, etc. Si l'on veut éviter une séparation décisive entre les différents pôles de l'économie, il faut que chacune de ces franges du prolétariat se retrouve dans la pratique des autres.

Quoi de plus clair que de voir à quel point en Italie le P.C.I. et les syndicats entretiennent à fond la coupure entre travailleurs fixes et « sans garantie » en faisant de la propagande dans les boîtes contre les mouvements du type du printemps 1977. C'est justement qu'une recomposition du mouvement regroupant toutes les fractions du prolétariat pourrait être un coup décisif porté au capital et à l'Etat. Or, en Italie, contrairement à ce qui se passe en France, la plupart des luttes de réappropriation en dehors de la sphère de production (occupations de maisons, autoréductions, luttes pour la gratuité des transports, etc.) sont parties de groupes organisés au départ dans les usines et dans les boîtes en général (comme aux usines Fiat à Turin pour les autoréductions ; les « comités d'ouvriers contre la vie chère » à Milan, etc.). Des liaisons avec les franges sociales du prolétariat sans garantie de salaire (chômeurs, travailleurs occasionnels) ont pu se réaliser dans plusieurs cas, comme récemment à Milan où la lutte pour la gratuité des transports a réuni les « comités ouvriers contre la vie chère » et les « cercles de jeunes chômeurs » organisés dans les quartiers. Or, là encore, il fallait à tout prix éviter le carcan de la mise en avant de la manifestation de rue, même d'affrontement direct, même organisée sur des bases d'autonomie et d'auto-défense et décidées en Assemblées Générales de ville, si la lutte devait s'en tenir là ; car outre son caractère sélectif (cette mise en avant était là aussi faite avant tout par les « sans-garantie »), elle ne pouvait aboutir que sur une simple victoire institutionnelle arrachées par un rapport de force qui s'exprime par l'affrontement physique direct. Il fallait chercher d'autres formes de luttes dans lesquelles toutes les franges du prolétariat puissent se retrouver et qui puissent déboucher sur des formes d'organisations sociales offensives (détournement de la propagande de l'entreprise des transports à des fins opposées, tentatives d'organisation de refus collectifs de paiements des transports).

Car enfin, si l'autonomie des individus et des groupes librement associés doit être le germe de la société future, la base du refus du pouvoir, de la délégation de pouvoirs et de toutes formes de domination, elle ne peut se limiter à la seule autonomie d'affrontement physique et d'auto-défense. Elle devra se réaliser d'abord et avant tout au niveau de la définition de nos besoins, de ce que l'on produit, de la production et le distribution. Refuser ce débat, c'est ouvrir la portes aux organisations gauchistes et léninistes de tout bord qui sont déjà et seront amenées tôt ou tard, pour trouver des

solutions à leur crise, à parler d'autonomie, en y mettant le sens qui les arrange (voir se qui s'est passé en Italie où la crise des groupes gauchistes est incontestablement plus avancée qu'en France : voir le premier texte de cette brochure), de la même façon que les trotskystes et les socio-démocrates (et bientôt le P.C.F. !) ont été amenés à parler d'autogestion, après que les libertaires aient lancé ce thème pensant lancer un mouvement social de masse à partir d'un mot ... C'est peut-être un reste de léninisme dont il faut nous débarrasser définitivement !

Paris, décembre 1977.

### **Autonomie, violence et politique**

Plutôt que les interventions et proclamations des « groupes autonomes » sur la violence, c'est l'intérêt suscité par ceux-ci qui doit lui-même attirer l'attention. Cet intérêt n'est pas dû uniquement à un phénomène de mode. S'intéresser à ce qui se passe chez les autonomes c'est aussi une façon de reconnaître la connivence définitive entre l'ordre social et les organisations de gauche ou gauchistes (partis, groupuscules, syndicats).

Le rôle de ces organisations dans la gestion étatique du capital, comme participant actuel, futur ou imaginaire — la place de l'opposition dans le système de la politique, son allégeance totale à la logique des média —, un militantisme épuisé et qui tourne à vide : voilà ce qui est apparu de plus en plus net depuis 68. Dans les grèves sauvages, les occupations, Lip, les actions de quartier, les mouvements lycéens et étudiants — et celui de 76 en particulier qui a quand même produit avant de se résorber lui-même la totale déconfiture des groupes politiques et des syndicats dans l'Université, face aux inorganisés. C'est à travers tout cela qu'a pris corps le thème de l'autonomie ; et, en effet, ce n'est pas une nouveauté en 1977, puisque mis en avant depuis bien longtemps, sous une forme ou une autre, par divers mouvements et courants libertaires ou ultra-gauches.

A côté de la recherche d'un spectacle, la plupart des gens qui fréquentent, hors de tout objectif, organisationnel ou politique au sens strict, les assemblées des groupes autonomes, sont là pour retrouver un lieu d'échanges pour des expériences diverses que l'opposition « politique » est toujours prête à neutraliser ou à récupérer à son profit ; à un niveau d'expression qui soit autre chose que la caricature du discours du pouvoir.

D'autre part, cet intérêt a aussi son origine dans les éléments de radicalité qui ont marqué en Europe toute une série de mouvements sociaux (Portugal, Italie, Espagne) ou de courants de résistance au totalitarisme répressif et préventif des Etats. Dans leurs aspects les plus novateurs et les plus ouverts, ces divers mouvements à l'échelle internationale ont rencontré l'opposition la plus résolue des organismes d'opposition (en Espagne, en France, en Italie). L'intérêt pour les groupes autonomes se nourrit ainsi de l'attention au caractère a-national ou international de la résistance à l'ordre établi et aux formes diverses de sa reproduction.

En témoignent les grands et confus rassemblements de Malville, Barcelone, Bologne ; les préoccupations mondaines n'en étaient pas absentes, mais leur importance réside surtout dans les besoins d'échanges, d'analyses, de coordination, qui s'y sont intensifiés et subsistent en donnant naissance à d'autres projets. Ces projets sont loin de manifester une totale indépendance par rapport aux attitudes traditionnelles ou aux idées à la mode ; du moins correspondent-ils, au moins en partie, à des attentes et recherches communes qui, dans certains milieux, visent à s'affranchir des schémas centralistes et manipulateurs.

Il y a donc bien résurgence, même irrégulière et difficile à localiser, d'une exigence d'indépendance et d'autonomie dans les perspectives, dans les modes d'intervention, dans les terrains où peut s'affirmer la résistance. Est-ce que cette exigence rencontre dans les pratiques et les discours des « groupes autonomes » un niveau d'expression qui lui corresponde ? Ou bien un décalage manifeste, appelant une critique à la mesure des déceptions qui s'expérimentent de plus en plus nettement dans leurs propos ?

Toute une série d'exemples montrent que les pratiques mises en avant ou mises en actes par

les groupes autonomes (de la région parisienne ou d'ailleurs, et par bien d'autres avant eux) relèvent du même schéma : opposer à une forme faible, passive, des comportements politiques traditionnels, une forme *prétendument dynamique et active* des mêmes comportements, du même type d'intervention, sur le même terrain ; sans aucune remise en question réelle en dépit d'une prétention tapageuse, et avec une résistance remarquable aux attentes ou aux intentions de débat : celles-ci, dans les assemblées d'autonomes, sont régulièrement minées par la passivité découragée de la plupart, et surtout par les tirades hyper-politiques et les rodomontades de fier-à-bras de quelques uns. On peut voir également que seul l'antigauchisme y sert de terrain d'accord et de reconnaissance mutuelle, lieu commun où se concentrent l'agressivité et la frustration, la dénonciation répétée des gauchistes tenant lieu finalement de toute réflexion collective.

## La « victoire » de Malville

Tout ce qui a été dit sur les événements de Malville revient pour l'essentiel à faire la distinction entre les *organiseurs* écolo-gauchistes du rassemblement, ennemis de la violence quand elle n'est pas « de masse » ou même de la violence tout court, et manipulant pourtant les manifestants de telle sorte que ceux-ci s'y sont trouvés livrés sans défense possible et, d'autre part, les éléments autonomes, soucieux d'assurer leur propre défense par leurs propres moyens et s'efforçant en outre d'apporter aux manifestants, supposés potentiellement prêts à tout, des perspectives « offensives », à la hauteur des objectifs et de l'importance du rassemblement.

Il valait pourtant la peine de réfléchir sur le caractère *indéterminé et global* des raisons qui faisaient venir à des gens de toutes parts ; personne n'a tenté d'énoncer ces raisons de façon « autonome » par rapport à l'objectif officiel et abstrait : atteindre le site et « l'occuper ». On s'est contenté de mettre en cause l'inconséquence « criminelle » des organisateurs, la « fascisation » du pouvoir ou sa « militarisation », et la passivité des manifestants.

Or, il est très probable que la plupart de ceux-ci n'avaient que des idées vagues sur ce que signifie la construction des centrales nucléaires et des surgénérateurs, et plus vagues encore sur la nécessité et surtout la possibilité d'imposer par la force une occupation du site, un jour précis, face aux forces de l'ordre.

Ils avaient pourtant sûrement une motivation commune, assez puissante pour qu'ils se déplacent à travers la France et l'Europe et restent ensemble deux jours et deux nuits sous la pluie : c'étaient pour prendre part à un acte d'affirmation, d'opposition collective aux pratiques d'Etat, à un refus collectif de l'Etat lui-même ; non pas de tout Etat, tous n'étaient pas libertaires, mais de celui qu'ils connaissent directement et indirectement et auquel ils ont affaire ; de l'Etat comme force anonyme, autoritaire, omniprésente, militaire. Cet Etat, à Malville comme à Kalkar, était saisi sous la forme de l'Etat nucléaire/policier ; il allait bientôt pouvoir être appréhendé sous celle du terrorisme d'Etat appréhendé sous celle du terrorisme de l'Etat antiterroriste en Allemagne. Et c'est sur cette base commune d'opposition qu'il importait de trouver des formes de rencontre, d'expression, d'intervention qui y correspondent, aussi difficile que cela soit.

Or, apparemment, les débats de Malville et d'après Malville ont surtout porté sur le maintien de l'objectif et sur la violence ; à l'exception de certaines lettres dans *Libération* et de certains textes d'*I.R.L.*, ils n'ont pas réussi à dépasser le niveau des formules pompeuses et vides, du genre : « se donner les moyens ... », « mener une action « offensive » ... », « un niveau d'affrontement à la hauteur des objectifs ». Et ni les blessés ni le mort de Malville n'ont permis de sortir de la fausse alternative violence/non violence.

Fausse alternative : pas seulement parce que, comme le disent les autonomes, la violence est déjà là dans le rapport, imposé par l'Etat, à la ville, au logement, au travail, rapport qui engendre inévitablement des formes de résistance en particulier violentes ; ce qui est incontestable. Mais fausse alternative *dans le cas précis de Malville* (et les autres cas semblables, manif, etc.). Parce que là, les moyens de la violence sont et restent d'un seul côté, celui du pouvoir ; parce que recommander aux manifestants comme le faisaient certains, d'apporter masques, casques, mouchoirs, bâtons et cocktails, cela ne peut être que dérisoire et mystificateur, face à des forces armées, et pas seulement de grenades offensives.

Malville et la mort de Vital Michalon ont, bien entendu, montré que le pouvoir, non pas se « militarisait » comme on l'a dit, mais était bel et bien prêt à utiliser ses forces militaires et s'y était soigneusement préparé : on le savait, et le déroulement du rassemblement de Kalkar en a fait la démonstration supplémentaire. Mais les clameurs d'indignation qui ont suivi ont aussi révélé quelque chose qui était pourtant visible depuis 68 : que les manifestants « offensifs » attendent du pouvoir qu'il respecte une convention tacite, celle de ne pas faire usage des armes qu'il possède et déploie, qu'il en reste au niveau de la démonstration. Et quand il tire (le premier, évidemment, étant le seul à être vraiment armé), on dit qu'il se militarise. Ceux qui appellent à un affrontement n'évoquent jamais le cas où les forces de l'ordre, acculées, sortiraient leurs armes, ni les moyens de faire face : et pour cause.

Pourquoi ce silence, pourquoi cette illusion ou cette croyance en une convention imaginaire ? Sinon pour pouvoir continuer à présenter comme un combat réel (que les non-violents « refusent » alors que les autres font semblant de l'assumer, comme s'il y avait le choix) un type d'affrontement essentiellement ostentatoire, politique et aliéné — que l'Etat seul peut transformer en combat réel à son avantage. Et tout cela, aujourd'hui, sous le signe de « l'Autonomie » !

Rien d'étonnant donc à ce que Malville, loin d'être une occasion de clarifier les choses, en ait encouragé beaucoup dans les mêmes attitudes stériles et les mêmes mystifications. Il y a eu cependant des tentatives pour jeter sur tout cela un autre regard, plus « autonome ».

### **L'institution « manif »**

Ainsi, certains ont compris que le rassemblement de Malville, du fait des « offensifs » comme des non-violents, s'est laissé ramener finalement au scénario familial de la manifestation de masse parisienne : un cortège massif et passif se fait promener d'un point à un autre, sur un parcours plus ou moins connu d'avance, et doublé par de petits groupes qui font un peu de casse, harcèlent un peu les flics et se dispersent évidemment quand ceux-ci interviennent pour de bon. Exactement le schéma qui s'est retrouvé dans la manifestation pour K. Croissant.

Celle-ci, comme toutes les autres, était dès le départ enfermée dans le dilemme : manif digne et « sans bavures », promenade familière / manif résolue, « offensive », obligeant enfin (!) le pouvoir à se montrer sous son vrai jour.

Et même chez les autonomes, certains ont finalement réagi à cette alternative illusoire et récusé la « violence spectacle », la « violence démonstration », son caractère « réactif » par rapport aux gauchistes, et la manipulation des manifestants par les « offensifs » eux-mêmes. Mais il faut en arriver à se demander ce que sont les manifs aujourd'hui.

Bien entendu, on y retrouve, comme à Malville, des gens très différents, et pour une part dans le même acte d'opposition globale à l'Etat. Il n'empêche que les manifs font maintenant partie des actes majeurs du fonctionnement politique normal (à côté des élections, des meetings, des débats télévisés, etc.). Dans leur déroulement, dans leur parcours, dans leur inscription dans l'espace urbain (bousculés en 68, mais bien rétablis depuis), les manifs sont devenues une forme politique traditionnelle, intégrée, prévisible jusque dans ses « débordements » ; c'est une seule et même forme qui s'accomplit dans ses deux composantes « d'ordre » et de « désordre », de « service d'ordre » et de « casseurs ». Et surtout, les manifs sont dans leur déroulement ordinaire passif/offensif complètement déconnectés du milieu socio-urbain où elles prennent place, dans une séparation ou même une opposition à peu près totale par rapport à lui. Cela n'a plus rien à voir avec la forme originaire des manifs, expression collective spontanée surgie sur un terrain qui la soutenait de bout en bout et lui donnait son sens.

Cela veut dire qu'aujourd'hui les manifestants ne manifestent plus que pour eux-mêmes et pour le pouvoir, c'est-à-dire pour les médias : en plein narcissisme politique. Dans les manifs, la gauche regarde le pouvoir et les gauchistes regardent la gauche, l'un et l'autre installent leurs services d'ordre et manifestent « dans le calme » à l'intention d'un public absent ; et les « autonomes », à leur tour, manifestent dans l'offensive à l'intention des gauchistes, au même moment, au même lieu, dans le même cadre, à quelques différences près dans l'uniforme. Le système manif est maintenant tout à fait au point, dans ses deux versions : sans incidents et avec

incidents (ce sont les seules données, avec le nombre de manifestants, sur lesquelles les media « informent »).

A-t-on remarqué que dans les manifs « de masse », celle du 1er mai ou de la gauche en général, les banderolles des syndicats, entreprises, sections de partis, etc., sont si nombreuses et rapprochées qu'elles ne peuvent de toute façon être lues par personne et n'ont d'usage que pour ceux qui les portent, comme les slogans n'en ont que pour ceux qui les crient (selon la loi du mégaphone) ?

S'il y a encore du monde dans les manifs, ce n'est pas tellement parce que survit l'espoir qu'il s'y « passe quelque chose » ou que le sens en soit différent des précédentes ; c'est plutôt parce que la *rue* pour les manifs reste, avec la Mutualité pour les meetings et l'Université pour les A.G., l'un des quelques espaces banalisés, aménagés ou abandonnés par le pouvoir, afin que puissent s'y rassembler de façon contrôlable ceux à qui il ôte par ailleurs toute possibilité de se constituer eux-mêmes un cadre d'action commune.

Voilà ce que ne comprennent pas les « offensifs » (militants, étudiants, marginaux) qui croient *choisir* ces espaces d'intervention alors qu'ils n'y sont que relégués.

Ce qui ôte aux manifs toute capacité de signification « autonome », c'est qu'il ne s'y concrétise pas une relation réelle entre une collectivité agissante et le milieu auquel elle s'adresse et qui réagit à cet appel (comme dans les manifs de 68 à Prague).

Ni les autonomes, ni les gauchistes, dans leur identique dépendance à l'égard des formes politiques intégrées, ne sont en mesure d'en transformer la nature. Déjà les autonomes, retombant dans les attitudes de ceux qu'ils critiquent tant, se félicitent d'avoir été là, d'avoir pu crier « leurs » slogans, d'avoir été « présents », c'est-à-dire vus, repérés, commentés par leurs édversaires et par les media. Et leurs justifications théoriques présentées comme des débats de fond se réduisent à peu près toutes à un seul et unique argument, irréfutable en soi : l'inutilité des manifs *traine-savates*. Mais l'inutilité des manifs *traine-savate* ne prouve pas moindrement l'utilité des manifs avec « incidents », des harcèlements ou des dégradations sans portée.

Pour éviter tout malentendu : prendre acte de certains actes violents comme significatifs d'un niveau de désintégration de l'ordre social établi, c'est une chose. Théoriser ces actes et les recommander en les élevant au rang de conduites porteuses de capacités merveilleuses de subversion globale et généralisée (comme le fait le discours des autonomes), c'est tout autre chose. En les identifiant au « Mouvement Révolutionnaire », on aboutit en réalité à faire de ces actions un critère pour distinguer ceux qui sont du côté de l'ordre et ceux qui sont contre.

## **Le « camarade Baader »**

Dans les positions des autonomes sur les actions du type N.A.P.A.P., R.A.F. ou Brigades Rouges, on note en effet deux soucis majeurs : bien marquer que les groupes ou les individus qui les pratiquent sont des « révolutionnaires authentiques », des « camarades », et souligner que ces actions prennent bien place dans « Le » Mouvement, même si l'on croit bon d'évoquer ensuite quelques considérations critiques.

Mais revendiquer la qualité de « révolutionnaire » pour d'autres n'a pas beaucoup plus de sens que quand on le fait pour soi-même. Evidemment, c'est encore une façon de prendre le contrepied des organisations gauchistes-léninistes, qui n'acceptent la violence que dûment contrôlée par « le parti authentique de la classe ouvrière », c'est-à-dire par elles-mêmes ; mais on est habitué à voir les troupes d'extrême-gauche se disputer cette qualité et se taxer réciproquement de contre-révolutionnaires ; ces revendications et ces anathèmes ne présentent aucun intérêt. Il est donc remarquable que de soi-disant autonomes, y compris des libertaires, croient marquer une rupture en retrouvant les attitudes familières des politicards d'extrême gauche. Et cela n'aide en rien à comprendre la nature des actes de la R.A.F.

C'est un fait qu'il n'y a pas eu en France un débat comparable à celui qui s'est développé en Allemagne, malgré le climat d'hostilité organisée (articles, recueils, tracts, comme ceux des Mescaleros de Göttingen). Raison de plus pour prêter attention aux analyses qui ont pu être faites ici. Elles ont mis en avant essentiellement deux thèmes :



1. Même si l'on accepte de distinguer entre ces diverses actions (ordinateur militaire, Schleyer, otages de Mogadiscio), on distingue avant tout que l'isolement et la militarisation des gens de la R.A.F. est due en dernier ressort à la démission des révolutionnaires. Cette position qu'on rencontrait déjà à propos des G.A.R.I. (cf. *la Lanterne noire* n°3) revient à dire : si nous sommes ou s'ils sont seuls, ce n'est pas à cause du type d'action qu'ils choisissent, c'est parce que les autres ne les suivent pas, ce sont les autres qui sont responsables. Au lieu d'analyser la nature de ces actions, on dénonce ... (ce que peut être un révolutionnaire qui démissionne, le comprenne qui pourra !)

2. Et si certains révolutionnaires (R.A.F., N.A.P.A.P.) sont retombés dans les schémas du vieux mouvement (bras armé, noyau du futur parti) et se sont retrouvés seuls, les conditions d'aujourd'hui sont différentes, elles attestent que « le Mouvement est prêt et capable, sans attendre la permission des gôchistes, de défendre ses besoins en assumant massivement un haut niveau d'affrontement avec l'Etat ... de façon que dans son ensemble il puisse se reconnaître dans chaque action violente menée par de petits groupes. »

Mais la force et l'étendue du Mouvement donne-t-elle une garantie de ne pas retomber dans le face-à-face avec l'Etat ? La réponse est non :

*« Le mouvement (c'est-à-dire les luttes populaires et ouvrières, les dynamismes organisationnelles qu'elles suscitent) existe, il a ses échéances (?) et ses points de force [...] Seul un rapport politique établi entre les structures militaires et le mouvement lui-même doit permettre d'accorder les échéances de ses composantes (?) sur le terrain de la violence. C'est le rapport avec les besoins exprimés par les différents secteurs de lutte qui doit permettre d'éviter l'émergence de structures politico-militaires clandestines et isolées sur leur propre pratique. Les étudiants, les jeunes, les chômeurs, les femmes, les ouvriers, les immigrés ont à affronter tous les jours toute une série de violences [...] et ce n'est pas l'appel à un bras armé qui leur permettra d'affronter ce terrain dans la fac, dans l'usine, dans la société.*

*« Nous ne sous-estimons pas les difficultés que ce genre de problèmes pose et continue de poser aux instances politiques (?) de l'autonomie ouvrière et prolétaire. La question du contrôle politique absolu (?) des instances de luttes sur le degré de violence qu'elles doivent déployer pour se défendre et pour consolider leurs acquis, ne peut être résolue et posée en termes non-terroristes que dans la mesure où elle surgit chez les militants impliqués directement et politiquement dans les luttes. La garantie est là. » (Camarades, n°4-5, p.29).*

Ainsi, le militantisme et le militant rencontrent-ils, avec cette perspective de contrôle politique absolu ... sur la violence, une nouvelle jeunesse. S'il s'agit de dire que les gens qui luttent sont les mieux placés pour savoir si leur résistance doit prendre une forme violente et laquelle, on ne peut qu'être d'accord et appeler cela : l'autonomie.

Mais ce galimatias inquiétant, développé à propos des actions type R.A.F. et N.A.P.A.P., évoquant le rapport politique entre les structures militaires et le mouvement, contourne soigneusement la question principale : en quoi ces actions violentes indiquent-elles aux militants ou aux non-militants le lieu et la forme d'une intervention réelle, susceptible d'extension, d'échos, de conséquences, « autonome » et capable de transformer dans le sens d'une plus grande autonomie leurs rapports de force qui les oppriment plus ou moins violemment ?

C'est la question que se sont posées en Allemagne et ailleurs ceux qui, secoués par les affaires Lorenz, Buback, Schleyer, Mogadiscio, Stannheim, etc., se sont interrogés sur la nature de ces actions et la continuité qu'il y avait entre elles, historiquement et théoriquement.

Ce qui les a conduits à percevoir, en particulier dans la prise d'otages de Mogadiscio, *une violence symétrique à celle de l'Etat et de même nature qu'elle* : celle qui s'empare d'individus dépossédés de leur responsabilité sociale et politique, et qui, au nom de la responsabilité qu'ils auraient dû prendre mais sans leur donner aucun moyen de se la réapproprier, traite ces individus exactement comme le pouvoir le fait : en objets, en instruments pour obtenir un recul ponctuel de celui-ci.

Plutôt que de s'engager à leur tour dans ce débat, les autonomes ont trouvé plus urgent de crier : « Oui, Baader était un camarade » et de s'en prendre à *Libération*.

***Libération, enjeu politique ?***

A en croire les autonomes (cf. par exemple *Front Libertaire* n°77), l'occupation de *Libération* aurait manifesté, sous un autre aspect l'irruption de l'Autonomie dans la vie politique anti-politique. *Libé*, July s'étaient mal conduits à propos de Stammheim et envers les autonomes, la mesure était comble.

De notoriété publique, *Libé* s'était mis en place sur le marché de la presse avec le soutien militant et financier non seulement des lecteurs habitués mais de collaborateurs qui souhaitaient contribuer à un travail d'information tout différent des pratiques de la presse bourgeoise (voir l'expérience des A.P.L.). *Libé* s'était donc installé sur le terrain de l'information en un lieu situé à la croisée du politique, du social, du militantisme d'extrême-gauche et de l'anti-militantisme, du vécu quotidien, de la culture et de la mode radicales. Cette fonction nouvelle *Libé* l'a occupée de façon également spécifique, sans les ressources habituelles des organes de presse, et sur la base d'un rapport plus ou moins mystique entre le journal, ses collaborateurs et ses lecteurs. L'institution une fois en place, elle ne pouvait plus que se plier aux exigences d'un fonctionnement « professionnel », ce qui fut le grand tournant de *Libé*, le consacrant comme quotidien à côté des autres, sinon comme les autres. Ce développement n'avait pas manqué de susciter des frustrations, des déceptions, des rancœurs, tant chez certains collaborateurs qui s'y étaient retrouvés en position subalterne que chez pas mal d'usagers. Chez tous ceux qui s'étaient, à un moment ou l'autre, heurtés aux « structures » du journal (direction, hiérarchie, division fixe du travail, spécialisation, impératif de production). La chose était entendue pour beaucoup.

De sorte que les responsables de *Libé* auraient dû être agréablement surpris, somme toute, de voir que certains lecteurs (les autonomes) prenaient encore le journal au mot, en quelque sorte, et le situait de façon avant tout politique, par rapport au « Mouvement » (même si c'était pour en dénoncer la « trahison », la collusion réformiste, etc.). Mais si tout journal vit de la naïveté d'une partie de ses lecteurs, celle-ci n'est pas éternelle, ce sont les risques du métier : ceux qui se veulent justement des professionnels n'ont évidemment pas à s'en plaindre.

Il est donc établi que pour ses lecteurs, *Libé* n'est qu'un instrument (et un objet de consommation) éventuellement utilisable dans des limites bien fixées, et pour une frange du milieu radical ou contestataire ; tout peut y trouver un écho (gauchisme, marginalité, luttes sociales, élections, Programme commun et même l'autonomie), mais un écho teinté du ton « *Libé* ». En outre, le hasard, la mode, et aussi les préoccupations de certains collaborateurs, permettent parfois d'y trouver, à côté d'informations d'intérêt local, l'expression de problèmes importants : les dissidents, la Chine, par exemple.

Mais le rapport réciproque d'exploitation et de consommation entre *Libé* et ses lecteurs n'est plus modifiable. S'il a été possible de clarifier dans une faible mesure les problèmes que cela pose avec les gens de *Libé*, ce n'est pas grâce aux autonomes. *Libé* n'est pas ou n'est plus un enjeu politique, et c'est indépendamment de lui que se pose le problème d'une forme différente, autonome, d'expression, d'information, de communication. Les occupants de *Libé* ont dû finalement le constater, mais semble-t-il sans prendre conscience de leur propre dépendance à l'égard de ce journal, ni des média en général. Pas plus qu'en interpellant *Libé* sur la façon dont avait présentés Stammheim et la R.A.F., ils ne s'étaient interrogés sur la nature des actions ou entreprises qui dépendent à ce point de la présentation qui en est donnée (et qui sont donc le contraire de l'autonomie). C'est pourquoi les professionnels de *Libé* ricanaient devant ces occupants qui leur faisaient une pub inattendue en les invectivant au nom des intérêts du « Mouvement » ! Quel mouvement ?

Attention ! Mouvement !

L'occupation de *Libé* s'était présentée comme « la première action du mouvement qui s'est constitué ces derniers jours » (*Libé*, 25.10.77). Toutes les déclarations et textes des assemblées et des groupes autonomes sans exception font d'abondantes références au « Mouvement Autonome » (deux majuscules). S'il est nommé, c'est bien qu'il existe, non ?

En quantité, à un niveau massif : « l'autonomie parisienne, c'est certainement aujourd'hui

plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes » (*Front Libertaire*, nov. 77). En nature : les actions des « chômeurs, étudiants, jeunes, femmes, ouvriers, immigrés », anti-nucléaires, squatters, etc. En théorie : la constitution ou « recomposition » d'un « nouveau sujet politique de classe », « l'ouvrier-masse », voir définition ci-dessus (cf. *Camarades*. N°6).

On est évidemment d'accord que de telles luttes existent et que ces mouvements, qui connaissent un développement réel bien qu'irrégulier, soulignent à un moment donné les aspects les plus invivables d'une société invivable, ceux où l'intervention est la plus nécessaire pour ceux qui peuvent y être directement présents.

Mais qu'est-ce que cela apporte de faire dans l'abstrait l'addition de ces diverses luttes et de les appeler « le Mouvement » ? Est-ce pour faire comme les Allemands et surtout les Italiens ? Mais on sait que dans ces trois pays les conditions sont encore différentes et qu'ici, pour le moment, les luttes restent séparées ; « les étudiants, les femmes, les immigrés » se rencontrent peu et ne font rien ensemble, ils n'interviennent pas de la même façon en tant que groupe. Pour que ces clivages et ces oppositions soient mis en question pratiquement, il faut évidemment que les luttes se développent et s'étendent au point que leurs objectifs différents, leurs langages étanches, en viennent à se rencontrer et à se transformer, dans une direction commune. Ce qui s'amorce en partie dans les rassemblements comme Malville. Mais comme tel, ce mouvement unitaire n'existe pas encore ici, pas plus que l'autonomie n'est d'ores et déjà la marque incontestable des luttes des ouvriers, des immigrés, etc., des étudiants ou des femmes.

Ni l'incantation au Mouvement Autonome, ni la théorie de l'ouvrier-masse (qui auto-réduit, fraude, fauche, occupe, etc.) ne peuvent se substituer à ce mouvement unitaire ni le susciter, bien au contraire. Les mouvements de ce genre qui ont existé historiquement (ou les mouvements révolutionnaires) ont toujours rencontré un obstacle dans les représentations et appellations qui étaient en décalage par rapport au niveau qu'ils avaient réellement atteint. Car elles masquaient en les mystifiant les limites réelles qui subsistaient.

Faire la théorie d'un Mouvement Autonome qui n'existe pas *pour qu'il existe*, en le présentant comme déjà là, c'est se condamner à développer un discours qui présentera, qu'on le veuille ou non, tous les travers de l'idéologie : abstractions, évitement des confrontations, à la limite refus bavard de tout discours comme politique ... comme on le voit dans le fonctionnement inénarrable des A.G. d'autonomes. Ou dans les analyses imposantes où le Capital apparaît aux prises avec une autre entité à sa hauteur : « Le Mouvement ».

En tant que mythe d'extrême-gauche, le Mouvement Autonome n'a rien d'autonome. Il reproduit et renforce la dépendance à l'égard des schémas traditionnels, des slogans vides, des media, de l'idéologie. L'autonomie est en revanche un objectif pour tous ceux qui veulent le développement de pratiques collectives non manipulées, affranchies de la tutelle d'organisations autoritaires ; c'est un caractère qui peut marquer ces pratiques dans leur objet, leur terrain, leur forme, leurs relations mutuelles. L'autonomie ne peut donc être une formule, un « mot d'ordre », une référence rituelle. Dans les luttes qui existent, il s'agit pour ceux qui y participent, de montrer ce qui est autonome — et ce qui ne l'est pas. Si la réflexion accompagne l'expérience, celle-ci peut alors éviter d'être détournée, utilisée, récupérée.

C.O.

Janvier 78.